

**No. 29222**

---

**FRANCE  
and  
DJIBOUTI**

**Convention on the transfer of detained persons under sentence. Signed at Djibouti on 27 September 1986**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 16 November 1992.*

---

**FRANCE  
et  
DJIBOUTI**

**Convention sur le transfèrement des condamnés détenus.  
Signée à Djibouti le 27 septembre 1986**

*Texte authentique : français.*

*Enregistrée par la France le 16 novembre 1992.*

CONVENTION<sup>1</sup> SUR LE TRANSFÈREMENT DES CONDAMNÉS  
DÉTENUS ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLI-  
QUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLI-  
QUE DE DJIBOUTI

---

Le Gouvernement de la République française et  
Le Gouvernement de la République de Djibouti,  
Désireux de permettre aux condamnés de purger leur peine privative de liberté  
dans le pays dont ils sont ressortissants, afin de faciliter leur réinsertion sociale,  
Sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I. PRINCIPES GÉNÉRAUX

*Article 1*

Au sens de la présente Convention :

- a) L'expression « Etat de condamnation » désigne l'Etat où le délinquant a été condamné et d'où il est transféré;
- b) L'expression « Etat d'exécution » désigne l'Etat vers lequel le condamné est transféré afin de subir sa peine;
- c) Le terme « condamné détenu » désigne toute personne qui, ayant fait l'objet sur le territoire de l'un ou l'autre Etat d'une décision judiciaire de culpabilité, est astreinte à subir une peine privative de liberté et se trouve en détention.

*Article 2*

Les deux Etats s'engagent à s'accorder mutuellement, dans les conditions prévues par la présente Convention, le transfèrement des personnes condamnées.

*Article 3*

La demande de transfèrement peut être présentée :

- a) Soit par la condamné lui-même qui soumet à cet effet une requête à l'un des deux Etats;
- b) Soit par l'Etat de condamnation;
- c) Soit par l'Etat d'exécution.

*Article 4*

La présente Convention s'applique dans les conditions suivantes :

- a) L'infraction qui motive la demande doit être réprimée par la législation de chacun des deux Etats;
- b) La décision judiciaire visée à l'article 1 doit être définitive et exécutoire;
- c) Le condamné détenu doit être un ressortissant de l'Etat vers lequel il sera transféré;

---

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1992, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (des 12 janvier 1988 et 3 juin 1992) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément au paragraphe 2 de l'article 21.

- d) Le condamné détenu doit être consentant;
- e) Le condamné détenu doit avoir encore, au moment de la demande de transfèrement, au moins 6 mois de peine privative de liberté à exécuter.

#### *Article 5*

Les autorités compétentes de l'Etat de condamnation informent tout ressortissant de l'autre Etat, condamné définitivement, de la possibilité qui lui est offerte d'obtenir, dans les conditions de la présente Convention, son transfèrement dans son pays d'origine pour l'exécution de sa peine.

#### *Article 6*

Le transfèrement du condamné est refusé :

- a) Si le transfèrement est considéré par l'Etat requis comme étant de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public, aux principes fondamentaux de son ordre juridique ou à d'autres de ses intérêts essentiels;
- b) Si la prescription de la sanction est acquise d'après la loi de l'un des deux Etats.

#### *Article 7*

Le transfèrement du condamné peut être refusé :

- a) Si l'infraction consiste uniquement dans la violation d'obligations militaires;
- b) Si la demande de transfèrement est fondée sur des faits qui ont été jugés définitivement dans l'Etat d'exécution et pour lesquels la peine prononcée dans cet Etat a été exécutée ou est prescrite;
- c) Si les autorités compétentes de l'Etat d'exécution ont décidé de ne pas engager de poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour les mêmes faits.
- d) Si les faits qui ont motivé la condamnation font l'objet de poursuites dans l'Etat d'exécution;
- e) Si le condamné ne s'est pas acquitté des sommes, amendes, frais de justice, dommages-intérêts et condamnations pécuniaires de toute nature mises à sa charge.

#### *Article 8*

1. L'Etat de condamnation fait en sorte que la personne qui doit donner son consentement au transfèrement en vertu de l'article 4 le fasse volontairement et en étant pleinement consciente des conséquences juridiques qui en découlent. La procédure à suivre à ce sujet est régie par le droit de l'Etat de condamnation.

2. L'Etat de condamnation doit donner à l'Etat d'exécution la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un fonctionnaire consulaire, que le consentement au transfèrement a été donné dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

#### *Article 9*

L'Etat d'exécution substitue, s'il y a lieu, à la peine privative infligée par l'Etat de condamnation, la peine ou la mesure prévue par sa propre loi pour une infraction analogue. Elle ne peut aggraver par sa nature ou par sa durée la peine privative de liberté prononcée par l'Etat de condamnation ni excéder le maximum prévu par la loi de l'Etat d'exécution.

*Article 10*

L'Etat d'exécution informe l'Etat de condamnation, s'il le demande, des suites de l'exécution de la condamnation.

*Article 11*

Les modalités d'exécution de la peine sont régies par la loi de l'Etat d'exécution qui est seul compétent pour prendre toutes les décisions s'y rapportant.

*Article 12*

Le droit de grâce et l'amnistie s'exercent conformément aux dispositions constitutionnelles et législatives des deux Etats.

*Article 13*

L'Etat de condamnation a le droit de statuer sur tout recours en révision introduit contre la condamnation.

*Article 14*

1. L'Etat de condamnation informe sans délai l'Etat d'exécution de toute décision ou de tout acte de procédure intervenu sur son territoire qui mettent fin en tout ou en partie à l'exécution de la peine.

2. Les autorités compétentes de l'Etat d'exécution mettent fin à l'exécution de la peine dès qu'elles sont informées de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la sanction son caractère exécutoire.

*Article 15*

Aucun délinquant transféré conformément aux dispositions de la présente Convention ne peut être à nouveau poursuivi, arrêté ou détenu dans l'Etat d'exécution pour l'infraction ayant entraîné la peine prononcée par l'Etat de condamnation, qui a donné lieu au transfèrement.

**TITRE II. PROCÉDURE***Article 16*

Toute demande de transfèrement est formulée par écrit. Elle indique l'identité du condamné, son lieu de résidence dans l'Etat de condamnation et dans l'Etat d'exécution. Elle est accompagnée de la déclaration recueillie dans les conditions prévues à l'article 8-1.

*Article 17*

L'Etat de condamnation adresse à l'Etat d'exécution l'original ou une copie identique de la décision de condamnation. Il certifie le caractère exécutoire de la décision et il indique les circonstances de l'infraction, le temps et le lieu où elle a été commise et sa qualification légale. Il fournit tous renseignements nécessaires sur la durée de la peine restant à purger, sur la durée de détention provisoire déjà subie et sur les réductions de peine déjà accordées, ainsi que sur la personnalité du condamné et sa conduite dans l'Etat de condamnation avant et après le prononcé de la décision de condamnation.

Si l'un des deux Etats estime que les renseignements fournis par l'autre Etat sont insuffisants pour lui permettre d'appliquer la présente Convention, il demande le complément d'information nécessaire.

*Article 18*

Les demandes de transfèrement sont transmises par la voie diplomatique.

*Article 19*

Les pièces et documents transmis en application de la présente Convention sont dispensés de toutes formalités de légalisation.

*Article 20*

Les frais de transfèrement sont à la charge de l'Etat qui a fait la demande de transfèrement, à l'exception toutefois des frais engagés exclusivement sur le territoire de l'autre Etat.

L'Etat qui assume les frais de transfèrement fournit l'escorte.

L'Etat d'exécution ne peut en aucun cas réclamer le remboursement des frais exposés par lui pour l'exécution de la peine et la surveillance du condamné.

TITRE III. DISPOSITIONS FINALES

*Article 21*

1. Chacun des deux Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les notifications constatant l'accomplissement de ces procédures seront échangées aussitôt que faire se pourra.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la réception de la dernière de ces notifications.

3. Chacun des deux Etats pourra à tout moment dénoncer la présente Convention en adressant à l'autre par la voie diplomatique une notification de dénonciation; la dénonciation prendra effet un an après la date de réception de ladite notification.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

FAIT à Djibouti, le 27 septembre 1986, en double exemplaire, en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :

[Signé — Signed]<sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
de la République de Djibouti :

[Signé — Signed]<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Signé par Robert Thomas — Signed par Robert Thomas.

<sup>2</sup> Signé par Moumin Bahdon Farah — Signed by Moumin Bahdon Farah.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION<sup>1</sup> ON THE TRANSFER OF DETAINED PERSONS  
UNDER SENTENCE BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE  
FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE RE-  
PUBLIC OF DJIBOUTI

---

The Government of the French Republic and  
The Government of the Republic of Djibouti,

Desiring to enable persons under sentence to serve their sentence of deprivation of liberty in the country of which they are nationals in order to facilitate their reintegration into society,

Have agreed as follows:

SECTION I. GENERAL PRINCIPLES

*Article 1*

For the purposes of this Convention:

(a) The expression “sentencing State” means the State in which the offender has been sentenced and from which he is being transferred;

(b) The expression “administering State” means the State to which the person under sentence is being transferred to serve his sentence;

(c) The term “detained person under sentence” means any person who has been sentenced by a court of law in the territory of either State, is required to serve a sentence of deprivation of liberty and is in confinement.

*Article 2*

The two States undertake to grant each other, under the conditions provided for in this Convention, the transfer of persons under sentence.

*Article 3*

A request for transfer may be submitted by:

(a) The person under sentence himself, who submits a request to this effect to one of the States;

(b) The sentencing State;

(c) The administering State.

---

<sup>1</sup> Came into force on 1 August 1992, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 12 January 1988 and 3 June 1992) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 21 (2).

*Article 4*

The application of this Convention shall be subject to the following conditions:

- (a) The offence which gives rise to the request is in violation of the law of both States;
- (b) The judicial decision referred to in article 1 is a final and enforceable decision;
- (c) The detained person under sentence is a national of the State to which he is to be transferred;
- (d) The detained person under sentence gives his consent;
- (e) The detained person under sentence has, at the time of the request for transfer, at least six months left to serve of a sentence of deprivation of liberty.

*Article 5*

The competent authorities of the sentencing State shall inform any national of the other State whose sentence is final that he has the option, under the terms of this Convention, of being transferred to his country of origin in order to serve his sentence.

*Article 6*

The transfer of the person under sentence shall be refused:

- (a) If the transfer is considered by the requested State to be such as to jeopardize its sovereignty, its security, its public policy, the basic principles of its judicial system or any other of its vital interests;
- (b) If the penalty is barred by limitation under the law of either State.

*Article 7*

The transfer of the person under sentence may be refused:

- (a) If the offence consists solely of a violation of military obligations;
- (b) If the request for transfer is based on the facts which have formed the subject of a final judgement in the administering State and for which the sentence imposed in that State has been carried out or is unenforceable;
- (c) If the competent authorities of the administering State have decided to abandon, or not to initiate, proceedings on the basis of the same facts;
- (d) If the facts justifying the conviction are also the subject of proceedings in the administering State;
- (e) If the person under sentence has not paid any sums, fines, court costs, damages or any other pecuniary penalties imposed upon him.

*Article 8*

1. The sentencing State shall ensure that the person who must give his consent to the transfer under article 4 shall do so voluntarily and is fully aware of the judicial consequences ensuing therefrom. The procedure to be followed in this matter shall be governed by the law of the sentencing State.

2. The sentencing State shall make it possible for the administering State to verify, through the intermediary of a consular official, that the consent to the transfer has been given under the conditions provided for in the previous paragraph.

*Article 9*

The administering State shall substitute, where appropriate, for the sentence of deprivation imposed by the sentencing State, the penalty or measure stipulated in its own law for a similar offence. It shall not increase in nature or in duration the penalty of deprivation of liberty imposed by the sentencing State nor exceed the maximum provided for by the law of the administering State.

*Article 10*

The administering State shall inform the sentencing State, if it so requests, of the outcome of the execution of the sentence.

*Article 11*

The procedures for execution of the sentence shall be regulated by the law of the administering State, which shall have sole competence to take all decisions relating thereto.

*Article 12*

The right to pardon and to amnesty shall be exercised in accordance with the constitutional and legislative provisions of the two States.

*Article 13*

The sentencing State shall have the right to decide on any appeal for review of the sentence.

*Article 14*

1. The sentencing State shall inform the administering State without delay of any decision or procedure made in its territory which wholly or partially terminates the execution of the sentence.

2. The competent authorities of the administering State shall terminate the execution of the sentence upon being informed of any decision or measure which renders the penalty unenforceable.

*Article 15*

No offender transferred in accordance with the provisions of this Convention may be further pursued, arrested or detained in the administering State for the offence entailing the sentence imposed by the sentencing State which gave rise to the transfer.

SECTION II. PROCEDURE

*Article 16*

All requests for transfers shall be in writing. They shall indicate the identity of the person under sentence and his address in both the sentencing State and the administering State. They shall be accompanied by the statement taken down under the conditions provided for in article 8, paragraph 1.



*Article 17*

The sentencing State shall send to the administering State the original or a certified copy of the judgement containing the conviction. It shall certify the enforceability of the judgement and it shall specify the circumstances of the offence, the time and place at which it was committed and its designation in law. It shall provide all the necessary information about the length of the sentence remaining to be served, the length of provisional detention already undergone and any mitigations of penalty already granted, as well as about the personality of the person under sentence and his behaviour in the sentencing State prior to and subsequent to his conviction.

If one of the two States deems the information provided by the other to be insufficient to allow it to implement this Convention, it shall request the supplementary information required for this purpose.

*Article 18*

Requests for transfer shall be transmitted through the diplomatic channel.

*Article 19*

Documents transmitted pursuant to this Convention shall be exempt from any authentication requirements.

*Article 20*

The costs of transfer shall be the responsibility of the State which has requested the transfer, with the exception of the expenses incurred exclusively in the territory of the other State.

The State which assumes the costs of transfer shall provide the escort.

The administering State may in no case claim reimbursement for the costs which it has incurred for the administration of the sentence and the supervision of the person under sentence.

**SECTION III. FINAL PROVISIONS***Article 21*

1. Each of the two Contracting States shall notify the other of the completion of the procedures required by its Constitution for the entry into force of this Convention. Notifications of the completion of these procedures shall be exchanged as soon as possible.

2. This Convention shall come into force on the first day of the second month after the date on which the last such notification is received.

3. Each of the two States may terminate this Convention at any time by sending to the other, through the diplomatic channel, a notice of termination; termination shall take effect one year after the date on which the said notice is received.

IN WITNESS WHEREOF, the representatives of the two Governments, being duly authorized, have signed this Convention and affixed their seals thereto.

DONE at Djibouti on 27 September 1986, in duplicate in the French language, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:

[ROBERT THOMAS]

For the Government  
of the Republic of Djibouti:

[MOUMIN BAHDON FARAH]

---